

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 29 juin 2017

Aujourd'hui, le vingt-neuf juin deux mille dix-sept à 10 heures 30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle n°3 à l'Hôtel du Département des Hautes-Pyrénées sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE et Bernard POUBLAN

Etaient excusés :

Messieurs Gérard CASTET, Charles PELANNE et Bernard SOUDAR

OBJET : Marché / Réservoir du Louet : décrochement sur la digue amont

Exposé des motifs :

Lancement et signature d'un complément d'étude de diagnostic géotechnique (stabilité)

Suite aux mouvements constatés sur le parement amont de la digue principale (décrochement rive droite) et de désordres sur la digue amont du petit lac à niveau constant, des mesures de première urgence ont été conduites en termes de connaissance topographique et stabilité de la digue afin d'assurer la surveillance et l'évolution de l'ouvrage.

Les premières constatations conduisent à pousser plus avant les études, afin de mieux appréhender l'état des fondations et la structure de la digue en vue de définir les travaux à prévoir. A cet effet, il est nécessaire de lancer une étude géotechnique complémentaire.

LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E**Article 1**

D'autoriser le Président à lancer la consultation et prendre toutes décisions relatives à la passation et signature du marché de prestations intellectuelles

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Fait et Délibéré le 29 juin 2017 à Tarbes,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
15 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.